



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Objet du Marché : AMENAGEMENT D'UN SALON DE COIFFURE / 2 LOGEMENTS

Lieu : 22, rue de la Chartreuse, 63230 CHAPDES-BEAUFORT

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LUNDI 16 AVRIL 2018 – 12h30

COMMUNAUTE DE COMMUNES CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS

Pôle de Pontgibaud

5, rue du Frère Genestier

63230 PONTGIBAUD

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

- 1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION
- 1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION
- 1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION
- 1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS
- 1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2.1 - DUREE DU MARCHÉ - DELAIS D'EXECUTION
- 2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES
- 2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES
- 2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT
- 2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES 5

- 4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE
- 4.2 -VARIANTES
- 4.3 - USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

- 6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER
- 6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- 7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
- 7.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES
- 7.3 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - *Objet de la consultation*

Le présent appel d'offres concerne les travaux d'aménagement d'un salon de coiffure et deux logements locatifs sociaux à Chapdes-Beaufort.

Lieu(x) d'exécution : 22, rue de la Chartreuse, 63230 CHAPDES-BEAUFORT

1.2 - *Etendue de la consultation*

Le présent marché est un marché de travaux.

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 - *Décomposition en tranches et lots*

| | |
|---------|--|
| LOT 1 : | GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – RAVALEMENT |
| LOT 2 : | CHARPENTE BOIS |
| LOT 3 : | COUVERTURE – ZINGUERIE |
| LOT 4 : | MENUISERIES EXTERIEURES PVC ET ALUMINIUM |
| LOT 5 : | MENUISERIES BOIS INTERIEURES – PLATRERIE – PEINTURE – FP – ISOLATION |
| LOT 6 : | ELECTRICITE – VMC |
| LOT 7 : | PLOMBERIE – SANITAIRE – CHAUFFAGE GAZ |
| LOT 8 : | SOLS SCELLES – FAÏENCE |
| LOT 9 : | SERRURIE METALLIQUE |

1.4 - *Conditions de participation des concurrents*

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 - *Nomenclature communautaire*

Sans objet.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - *Durée du marché - Délais d'exécution*

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 10 mois.

2.2 - *Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives*

Les variantes sont autorisées.

Toutefois, l'entreprise devra obligatoirement répondre sur l'offre de base et ses options.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le paiement de la fourniture est assuré par les Fonds propres de la collectivité.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le planning ;
- Les plans du projet.

Le dossier de consultation des entreprises est à télécharger sur la plateforme :

<http://www.centreofficielles.com/>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- ❖ Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- ❖ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner
- ❖ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- ❖ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- ❖ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- ❖ **L'acte d'engagement (A.E.)** et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat (le montant de l'offre à inscrire sur ce document est celui qui correspond à l'offre de base, hors options) ;
- ❖ **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** commun à tous les lots : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- ❖ **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- ❖ **La décomposition du prix global forfaitaire ;**
- ❖ **Un mémoire technique** justificatif des dispositions que chaque candidat propose pour juger la valeur technique. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. En particulier, il devra y être joint :
 - Une liste de sous-traitants que le candidat envisage de proposer à l'acceptation du maître de l'ouvrage après la conclusion du marché. Cette liste sera complétée par un dossier sur les moyens et références de chaque sous-traitant ;

- Les indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement les références des fournisseurs correspondants ;
- Les références des matériaux utilisés (fabricant et gamme de produits) correspondant à l'offre, ainsi qu'aux propositions complémentaires éventuelles. Les propositions sur des matériaux ou marques différentes que ceux cités en exemple dans le CCTP feront l'objet d'une annexe à la décomposition du prix global forfaitaire, accompagné de descriptifs techniques, avis techniques, ...
- Un programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier.
- Une note détaillée indiquant les procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés, ainsi que l'organisation proposée pour le chantier (circulations, stockage, emplacement des matériels ...) Cette note sera accompagnée d'un plan des installations.
- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ainsi que celles proposées pour la bonne tenue, le bon aspect et la propreté de celui-ci.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 -Variantes

Les variantes sont autorisées.

4.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Sans objet.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| | |
|-------------------------|-------------|
| VALEUR TECHNIQUE | 60 % |
| PRIX | 40 % |

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La personne responsable du marché s'attachera à donner priorité aux entreprises ayant remis une offre groupée pour les lots : - n° 2 – Charpente bois - n° 4 – Menuiseries extérieures PVC et Alu - n° 3 – Couverture - Zinguerie - n° 9 - Serrurerie Métallique

La collectivité se réserve le droit de négocier avec les premiers candidats issus du classement. La négociation pourra porter sur tout ou partie des critères de jugement des offres et sera effectuée par tout moyen de communication écrit.

Le jugement des offres et l'attribution du marché se feront alors à partir des propositions négociées.

Les candidats ayant remis une offre négociée par mail ou par fax, devront impérativement transmettre les nouveaux documents contractuels originaux par courrier recommandé avec avis de réception ou par dépôt contre récépissé dans les locaux de la Collectivité dans les 6 jours maximum suivant la date limite de remise des offres négociées.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :
MARCHÉ DE TRAVAUX
AMÉNAGEMENT D'UN SALON DE COIFFURE / 2 LOGEMENTS A CHAPDES-BEAUFORT
NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE DE COMMUNES CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS
PÔLE DE PONTGIBAUD
5, rue du Frère Genestier
63230 PONTGIBAUD

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : LUNDI 16 AVRIL 2018 – 12h30

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

6.2 – Transmission électronique

La transmission électronique est autorisée via la plateforme de dématérialisation suivante :

<http://www.centreofficielles.com/>

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) :

COMMUNAUTE DE COMMUNES CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS

PÔLE DE PONTGIBAUD – 5 rue du Frère Genestier
63230 PONTGIBAUD
Tél : 04.73.88.75.58
Email : r.perrier@ccvcommunaute.fr

Renseignement(s) technique(s) :

YVES LESME ARCHITECTURE
3 rue des Rapeaux
63400 CHAMALIERES
Tél : 04.73.36.20.44
Email : yves.lesme@wanadoo.fr

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 – Visite sur site

La visite du site n'est pas obligatoire mais conseillée.

Deux créneaux sont prévus pour accueillir les entreprises qui souhaitent visiter les lieux :

- **Le mardi 27 mars 2018, de 14h à 15h**
- **Le jeudi 05 avril 2018, de 14h à 15h**

Un certificat de visite sera remis à chaque entreprise ayant effectué la visite qui pourra être joint à l'offre du candidat. Aucune autre visite ne pourra être organisée en dehors de ces créneaux.

7.3 - Documents complémentaires

Sans objet.

7.4 - Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de Clermont Ferrand

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.